*UN GOUVERNEMENT
AU SERVICE DE LA MISSION UNIVERSELLE*

Introduction

1. S'appuyant sur nos expériences de ces dernières décennies et sur notre mission apostolique, la 35^{ème} Congrégation Générale retient trois principes pour guider notre examen des formes de gouvernement dans la Compagnie de Jésus :

- a) *Nos structures de gouvernement et nos manières de procéder doivent être issues d'une perspective de plus grande universalité.* Ce principe est en continuité avec les orientations prises par les dernières Congrégations Générales¹. Il répond à l'accélération du rythme de la mondialisation, aux dimensions transnationales et multiculturelles des défis qui se présentent à l'Eglise et à notre désir de développer la collaboration au sein de la Compagnie universelle.
- b) *Nos structures de gouvernement doivent être – autant que possible – rationalisées, modernisées et rendues plus souples.* La Compagnie est organisée pour la mission. Nous servirons cette mission apostolique d'autant mieux que nous aurons simplifié certaines structures et procédures de gouvernement, utilisant des méthodes modernes de communication et de collaboration et introduisant de plus en plus de flexibilité à différents niveaux.
- c) *Les transformations qui se produisent demandent que nous exprimions mieux, dans nos modes de vie et de travail, les valeurs et les manières de procéder ignatiennes.* Des changements tels que la collaboration apostolique avec d'autres, la séparation entre institutions apostoliques et communautés et le développement des dimensions inter et supraprovinciales de quelques apostolats exigent que soient apportées des clarifications sur la manière de gouverner pour qu'elle puisse demeurer authentiquement ignatienne.

Sur la base de ces principes, nous présentons quelques orientations concrètes, applicables aux différents niveaux et instances de notre structure actuelle de gouvernement.

I. GOUVERNEMENT GENERAL

Congrégation Générale

2. La Congrégation Générale donne mandat et autorité au Père Général pour engager, en vue de la 36^{ème} Congrégation Générale, une révision approfondie de la *Formule de la Congrégation Générale (FCG)*, ainsi que des *Formules* de la Congrégation des Procureurs et de la Congrégation Provinciale.

3. La *FCG* révisée devra être approuvée lors des premières sessions de la 36^{ème} Congrégation Générale. Après consultation des Supérieurs majeurs et approbation du Conseil Général par un vote délibératif, le Père Général pourra adopter les changements dans la *FCG* qui prendraient effet avant la Congrégation Générale, ainsi que les modifications qui, liées à ces

¹ Cf. CG 31, D. 48, n. 8; CG 32, D. 4, n. 81; CG 33, D.1, n. 46; CG 34, D. 21.

changements, affecteraient les *Formules* de la Congrégation des Procureurs et de la Congrégation Provinciale.

4. En accord avec les principes énoncés en introduction (cf. n.1), l'objectif de cette révision sera de favoriser davantage l'utilisation efficace, responsable et souple de la riche diversité des moyens humains et matériels mis en oeuvre dans la préparation et la conduite d'une Congrégation Générale, pour servir la vie et la mission de la Compagnie universelle. Cette révision devra également respecter, entre autres, les points suivants :

- a) Les trois caractéristiques d'une Congrégation Générale comme :
 - a.1. corps chargé d'élire le Père Général et ayant un rôle majeur dans le choix des membres du Conseil Général ;
 - a.2. la plus haute instance par laquelle le corps universel de la Compagnie exprime à un moment donné la compréhension qu'il a de lui-même ;
 - a.3. organe législatif le plus élevé de la Compagnie.
- b) La conviction traditionnelle que la Congrégation Générale est un événement exceptionnel dans le gouvernement de la Compagnie, et que son travail doit se limiter au traitement de « certains points de grande importance » (*FCG* 1 § 2).
- c) L'importance du fait que la Congrégation Générale, et particulièrement la Congrégation Générale *ad electionem*, représente toute la Compagnie ; en conséquence, au moins deux autres points doivent être respectés :
 - c.1. le nombre des membres élus doit être supérieur au nombre total des membres nommés ou participant *ex officio* (cf. CG 34, D.23 A, 1) ;
 - c.2. la présence d'un nombre approprié de Frères comme électeurs.
- d) En ce qui concerne la durée de la Congrégation Générale, le besoin de faire la part des choses entre, d'un côté, l'utilisation responsable de ressources limitées et, d'un autre côté, la création d'un climat de discernement ignatien au fil des sessions.
- e) Le besoin d'une meilleure préparation de la Congrégation Générale, particulièrement dans le travail aboutissant aux *Relationes Praeviae* et au rapport *De Statu Societatis*, sans porter atteinte pour autant à la liberté de la Congrégation Générale de déterminer elle-même le contenu de ses délibérations. Une telle préparation peut demander que le rôle de la Congrégation Provinciale en vue d'une Congrégation Générale soit élargi.
- f) Le développement rapide des moyens de communication, dans la mesure où il affecte à la fois la préparation et la conduite des Congrégations.

5. Dans la préparation de la Congrégation Générale, diverses instances sont d'une importance particulière : les réunions de Supérieurs Majeurs (cf. CG 34, D. 23 C, 4), les rencontres des Présidents de Conférence (cf. CG 34, D. 21, 25), les réunions des électeurs par Assistance ou Conférence et les assemblées des différents secteurs apostoliques. Chacune de ces instances pourrait apporter une contribution substantielle à la préparation de la Congrégation Générale.

6. En tant qu'organe représentatif de la « base » de la Compagnie, la Congrégation des Procureurs doit être maintenue. Cependant, comme il a été indiqué plus haut, sa *Formule* sera mise à jour en dépendance de la révision de la *FCG*.

Gouvernement central

Principes

7. Le Supérieur Général, qui doit être ‘la tête’ pour tous les membres de la Compagnie,² est une source d’unité dans le corps universel de la Compagnie. La Congrégation reconnaît la riche diversité que représentent les membres de la Compagnie ainsi que l’inculturation nécessaire à l’accomplissement de notre mission dans l’Église universelle et dans un environnement de plus en plus mondialisé. Comme l’exercice du gouvernement dans la Compagnie recherche toujours un juste équilibre entre union et diversité, le Père Général exercera sa charge d’une manière qui respecte la diversité, tout en la mettant au service de notre mission universelle et de notre identité.

Réorganisation

8. La Congrégation Générale confirme la procédure d’élection des quatre Assistants *ad providentiam* et de renouvellement du Conseil du Père Général définie par la 34^{ème} Congrégation Générale (D. 23 E, II).

9. Afin que le Père Général reçoive le soutien le plus efficace dans l’exercice de ses responsabilités, la Congrégation Générale lui demande d’engager une large révision du gouvernement central de la Compagnie, dans la perspective d’une réorganisation à promouvoir pour le service de la mission.

10. Cette révision aura parmi ses objectifs d’assurer les moyens matériels et le personnel nécessaires pour traiter les affaires courantes de la Compagnie, et de permettre en même temps au Père Général de mener à bien une planification apostolique globale et d’animer le corps entier de la Compagnie.

11. Sans être limité par les points suivants, cette révision devra prendre en compte :

- a) le cadre donné par NC 380-386 ;
- b) les besoins de communication entre les différents groupes et personnes mentionnés en NC 380-386, ainsi qu’entre ces personnes et le Père Général ;
- c) le besoin de coordonner et d’articuler les fonctions de ces personnes et de ces groupes ;
- d) la nécessité d’éviter toute « bureaucratisation » inutile et toute multiplication stérile de chargés d’office ou secrétariats ;
- e) l’aide importante représentée par le développement de profils de poste appropriés, avec la formulation régulière d’objectifs et de résultats visés, et des dispositions efficaces permettant examen et évaluation.

12. Le Général est encouragé à chercher comment les ressources financières pourraient être utilisées de façon plus efficace et équitable pour le service de la mission internationale de la Compagnie.

13. Il est nécessaire d’élaborer une stratégie professionnelle et globale pour améliorer nos communications intérieures et extérieures. Cela rendra plus facile le gouvernement, favorisera la coopération et permettra à notre mission universelle de porter plus de fruits.

² *Constitutions*, 666, 719.

14. Pour engager cette révision du gouvernement central, le Père Général est encouragé à faire appel aux meilleures compétences professionnelles disponibles dans la Compagnie et au-delà.

Evaluation

15. Il est demandé au Père Général de mettre au point des instruments et des programmes qui puissent aider tous ceux qui exercent des responsabilités de gouvernement (aux niveaux central, interprovincial, provincial et local) à évaluer la manière dont ils s'acquittent de leur fonction et en rendent compte. Le manuel *Practica Quaedam* devra être mis à jour pour tenir compte de ces nouvelles dispositions.

16. Un examen des progrès réalisés en ces domaines figurera au programme des prochaines réunions des Présidents de Conférence. Un rapport plus complet devra être présenté au cours de la prochaine réunion des Supérieurs Majeurs.

Conférence de Supérieurs Majeurs

Principes

17. Conscients de ce qu'«un très grand nombre de problèmes sont, à notre époque, universels par leur nature même et demandent des solutions universelles»,³ nous considérons les Conférences de Supérieurs Majeurs (actuellement Afrique et Madagascar, Asie Orientale / Océanie, Europe, Amérique latine, Asie Méridionale et USA) comme une innovation significative dans la structure de gouvernement de la Compagnie.⁴ Tout en reconnaissant l'autorité du Père Général pour la mission universelle, nous avons la conviction que la coopération entre Provinces et Régions est une indéniable nécessité pour vivre aujourd'hui la mission de la Compagnie.

18. Les Conférences doivent demeurer des structures qui favorisent chez tous les jésuites le sens de la mission universelle, tout en facilitant l'union, la communication, le développement d'une vision commune entre supérieurs et la coopération inter et supraprovinciale. Pour que les Conférences puissent mieux répondre à ces objectifs, les principes suivants seront observés :

- a) Les Conférences sont des structures orientées vers la mission et non de simples instruments de coordination interprovinciale. Elles doivent continuer à faire une planification apostolique au niveau interprovincial, prenant en compte les préférences apostoliques de la Compagnie universelle. Cette planification apostolique naît d'un discernement entre Supérieurs Majeurs de la Conférence ; elle doit être approuvée par le Père Général et doit être évaluée et révisée régulièrement.
- b) Les Conférences sont des structures de coopération entre Provinces et Régions pour des aspects spécifiques de la mission, d'ordre inter et supraprovincial (œuvres communes, centres de formation, réseaux, équipes interprovinciales, régions géographiques, etc.). Les Conférences ne constituent pas un nouveau niveau de gouvernement entre le Père Général et les Provinciaux, mais elles donnent aux Provinciaux la possibilité d'élargir l'horizon de leur gouvernement, en portant le souci de la mission de la Compagnie au-delà de leur propre Province.

³ NC 395 § 1. Cf. NC 395-400.

⁴ Cf. GC 34, D. 21, nn. 21-28.

- c) Du fait des différences régionales, les Conférences se sont développées de façons diverses dans la Compagnie. Les statuts de chaque Conférence doivent, en conséquence, respecter ces différences et prendre en considération les points suivants :
- c.1. Les statuts doivent être approuvés par le Père Général et inclure les points suivants : membres de la Conférence (identités, droits et devoirs), matières qui relèvent de sa compétence, processus de décision, structures internes, autorité et devoirs du Président (conformément aux nn. 19-23), et en général, tout ce qui est considéré comme nécessaire pour un fonctionnement rapide et efficace de la Conférence.
- c.2. Chaque Conférence doit adapter ses statuts en accord avec les orientations de la 35^{ème} Congrégation Générale.
- d) Les Conférences doivent avoir les ressources nécessaires pour répondre aux besoins financiers des maisons et œuvres qui dépendent d'elles.

Président de la Conférence

19. Le Père Général nomme le Président après avoir effectué la consultation qui convient avec les Supérieurs Majeurs de la Conférence. Le Président a les facultés d'un Supérieur Majeur pour assumer les responsabilités qui lui sont confiées par les statuts de la Conférence.

20. Les principes d'unité de gouvernement (*cura personalis, cura apostolica*), de subsidiarité et d'autorité suffisante pour exercer la charge confiée, doivent être appliqués au rôle des Présidents de Conférence de façon appropriée, selon les modalités suivantes :

a) *Nominations*

a.1. Dans le champ de sa compétence (tel qu'il est défini dans les statuts), le Président a autorité pour demander et nommer les personnes issues des différentes Provinces et Régions, dont il aurait besoin pour les activités ou les œuvres dépendant de la Conférence. Un critère de base pour ces nominations est que, toutes choses égales par ailleurs, les besoins des activités et œuvres dépendant de la Conférence ont priorité sur les besoins des Provinces.⁵

a. 2. Afin de respecter la place centrale du compte de conscience dans l'envoi en mission, toute nomination de ce type doit passer par la consultation du Supérieur Majeur concerné ; c'est celui-ci qui rend le jésuite pressenti disponible pour une mission au sein de la Conférence.

a. 3. Dans les rares cas où le Président et le Supérieur Majeur concerné ne peuvent s'accorder sur une nomination, la difficulté sera présentée au Père Général pour résolution.

b) *Prise de décision*

b.1. Dans le domaine de sa compétence (tel qu'il est défini dans les statuts), le Président prend les décisions qu'il juge opportunes, après avoir écouté et considéré attentivement les points de vue des membres de la Conférence.

b. 2. Bien que le Président ait les facultés requises pour prendre des décisions, il faut souligner l'importance de son autorité morale à l'égard des Provinciaux. C'est elle qui lui permettra de proposer des objectifs de collaboration et de promouvoir un consensus

⁵ La deuxième phrase de CG 34, D. 21, n. 24 est modifiée en conséquence.

discerné entre Provinciaux. Lui-même doit être particulièrement apte au gouvernement, prudent, plein de tact et de prévenance (cf. *Constitutions* 667).

c) *Relations avec les Provinciaux et les Supérieurs régionaux*

c.1. L'existence de Conférences dotées d'un Président ainsi que leur autorité pour prendre des décisions aux niveaux inter et supraprovincial, impliquent que les Provinciaux et les Supérieurs régionaux sont engagés dans de nouveaux types de contacts mutuels et de liens d'interdépendance, et orientés vers la coopération.

c.2. Le Président n'a pas d'autorité directe dans le gouvernement interne des Provinces ; il ne le supervise pas non plus. Les Provinciaux dépendent directement du Père Général. C'est à lui qu'ils rendent compte de ce qui touche au gouvernement interne de leur Province ; ils ne rendent compte au Président que de ce qui relève du domaine de sa compétence.

c.3. Le Président exerçant une responsabilité de gouvernement en matière apostolique, il sera impliqué, autant qu'il apparaîtra approprié, dans le discernement apostolique des Provinces et Régions.

21. Le Président est aussi le Supérieur Majeur des maisons et œuvres que le Père Général a désignées comme relevant de la Conférence. De ce fait,

- a) le Président a, avec les autres Supérieurs Majeurs, la responsabilité de fournir les ressources humaines et financières nécessaires aux maisons et œuvres qui dépendent de la Conférence ;
- b) le Président reçoit le compte de conscience des jésuites nommés de façon stable dans ces maisons et œuvres communes ;
- c) Le Président a la responsabilité de veiller à la formation permanente et aux soins de santé des jésuites nommés dans les œuvres et maisons communes.

22. Le Président de la Conférence participe aux Congrégations Générales comme électeur *ex officio*.

23. Les Présidents de Conférence se réuniront avec le Père Général au moins une fois par an - ou lorsque le Père Général les appellera pour consultation sur des sujets importants.⁶

II. GOUVERNEMENT PROVINCIAL

La Province

24. Notre vocation s'inscrit dans la Compagnie universelle, mais les Provinces ont été établies pour une plus grande fécondité apostolique et un meilleur gouvernement : la détermination concrète de la mission d'un jésuite provient directement de l'animation et du gouvernement du Provincial.

Dans ce mode de gouvernement, le compte de conscience est essentiel. Conduit dans une atmosphère d'ouverture et de confiance, il permet au Provincial de confier des missions spécifiques à des jésuites, après avoir discerné avec soin comment les motions, les besoins et les dons de ceux-ci s'articulent avec les besoins du projet apostolique et des œuvres de la

⁶ Cf. CG 34, D. 21, n. 25.

Province et ceux de la Conférence, et avec les préférences apostoliques établies par le Père Général.

25. Au long des siècles, la structure de gouvernement par Provinces a montré toute sa pertinence : en matière d'efficacité apostolique et administrative, pour le respect des différentes traditions culturelles, linguistiques, nationales et régionales, et par la possibilité d'unir effectivement *cura personalis et cura apostolica*. Le contexte de mondialisation dans lequel s'inscrit aujourd'hui l'apostolat des jésuites, la sophistication des technologies de communication et l'importance croissante des réseaux apostoliques comme des réalités transnationales font apparaître de nouveaux défis et de nouvelles perspectives pour la mission, qui appellent réflexion, formation et action concertée pour pouvoir penser et agir au-delà des frontières des Provinces - voire même des Conférences.

Cet environnement en évolution constante demande une plus grande et meilleure coordination et collaboration entre Provinces (par exemple en ce qui concerne la planification apostolique et l'administration financière) au service de la mission universelle. Il incite également à étudier la meilleure façon dont les Provinces peuvent être aujourd'hui gouvernées, entre autres par l'évaluation et la révision régulière de l'efficacité du gouvernement, des plans apostoliques, de l'administration des ressources apostoliques, de l'engagement aux côtés d'autres Provinces dans les structures de la Conférence (cf. *supra* nn. 19-20).

26. Afin de mieux servir notre mission universelle, la Congrégation Générale demande au Père Général de confier à une commission un processus de réflexion sur les Provinces et les structures provinciales qui conduise à des propositions concrètes pour adapter le gouvernement provincial aux réalités d'aujourd'hui. La responsabilité de cette commission comportera la révision des critères utilisés pour l'établissement (cf. *NC* 388), la reconfiguration et la suppression de Provinces et Régions. Ces critères incluraient la taille (en nombre de jésuites et en étendue territoriale), la pyramide des âges, la présence de forces disponibles pour les responsabilités de gouvernement et de formation, la viabilité financière et la capacité à développer un plan apostolique qui fasse droit aux besoins locaux, régionaux et universels. Un rapport sur le travail de cette commission sera présenté à la prochaine réunion des Supérieurs Majeurs.

Province et Eglise locale

27. Il est particulièrement important que le Provincial s'emploie à développer une bonne communication et des relations harmonieuses avec les évêques des Eglises locales où nous nous investissons. Cela suppose aussi que les supérieurs locaux et les directeurs d'œuvre soient encouragés à favoriser pour leur part le développement de telles relations.

Planification de Province et processus de décision

28. Le droit de la Compagnie (spécialement *NC* 354 § 1) encourage fortement une approche participative et marquée par le discernement, dans les processus de décision à tous les niveaux, incluant celui de la Province.⁷ Pour que cette approche soit encore plus efficace, il faut veiller à ce que :

- a) il demeure clair que c'est le supérieur concerné, et non un corps consultatif, qui prend la décision finale (*NC* 354 § 1) ;

⁷ Cf. *Directives pour les Provinciaux*, 30-35, *AR* 23,1 (2003) 328-330.

- b) il y ait une clarté suffisante au sujet des processus de planification et de décision (par une claire information des membres de la Province sur les rôles spécifiques des différentes commissions et chargés d'office) ;
- c) le rôle des Consultants de Province, tel qu'il est défini dans le droit universel et dans le droit de la Compagnie,⁸ soit respecté ; ce rôle ne doit pas être affaibli par les responsabilités légitimement données à un personnel administratif, à des chargés d'office ou à des commissions ;
- d) la Commission des ministères (cf. NC 260 § 1) soit un instrument efficace pour la planification apostolique et son évaluation, spécialement en ce qui concerne les œuvres existantes et les ministères de la Province, la création de nouvelles œuvres apostoliques et la formation apostolique permanente des collaborateurs ;
- e) les aspects légaux et économiques de toute décision soient pris en compte ;
- f) il existe des structures pour la mise en œuvre et l'évaluation continue de l'efficacité des plans de Province.

Oeuvres apostoliques de la Province

29. Le grand soin qu'il convient d'apporter aux œuvres apostoliques de la Province – avec l'évaluation approfondie de leur contribution à la mission de la Compagnie et de leur caractère jésuite – est un autre aspect important du gouvernement d'un Provincial. Ces œuvres doivent être régulièrement visitées par le Provincial (ou son délégué) (cf. NC 391 § 3), et un rapport de ces visites doit être joint aux lettres adressées au Père Général. Lorsque la personne qui dirige une œuvre est autre qu'un jésuite, il doit être bien entendu qu'elle fera un rapport sur l'œuvre au Provincial lors de sa visite. Une présentation détaillée des relations entre les œuvres apostoliques (y compris les œuvres internationales de la Compagnie) et la Province doit être disponible, et inclure les accords écrits lorsque c'est nécessaire ou utile.

Formation aux responsabilités de gouvernement

30. Aujourd'hui dans la Compagnie, les responsabilités de gouvernement sont des services très exigeants. Les besoins de coopération internationale, les nouvelles structures de partenariat avec d'autres, les aspirations plus fortes en ce qui concerne la qualité de la vie communautaire ne sont que quelques-uns des éléments qui appellent des attitudes et des compétences nouvelles chez les supérieurs et les directeurs d'œuvre, à tous les niveaux de gouvernement. Une formation spécifique, tant pour les jésuites que pour les autres personnes en situation de responsabilité, est nécessaire.

31. La formation continue pour développer de telles attitudes et compétences se situera souvent au niveau de la Province ; cependant, dans de nombreux cas, des programmes mis en place à l'échelle des Conférences apparaîtront fort utiles. Les domaines-clés que doit couvrir une telle formation incluent :

- a) les principes de gouvernement ignatien (avec la pratique du discernement apostolique en commun) ;
- b) la capacité à travailler en équipe ;⁹
- c) les principes inhérents à toute responsabilité de gouvernement ;

⁸ Cf. *Directives pour les Provinciaux*, 30, AR 23,1 (2003) 328-329.

⁹ Cf. *Directives pour les relations entre supérieur et directeur d'œuvre*, 16, AR 22 (1996-2002) 447.

- d) les compétences de gestion dans des domaines comme :
 1. l'administration financière ;
 2. les ressources humaines ;
 3. la planification ;
 4. la résolution des conflits ;
 5. La conduite des entretiens difficiles ;
 6. L'animation des réunions ;
 7. La gestion des crises ;
 8. le rapport aux médias et les relations publiques
- e) les compétences requises pour une participation efficace à un conseil d'administration.

32. En plus des cours ou ateliers sur les responsabilités de gouvernement, il est très bénéfique de recourir à des formes d'apprentissage et de parrainage. Selon des modalités appropriées, des responsables potentiels peuvent être identifiés et placés dans des situations où ils pourront apprendre en profitant de l'expérience et de la sagesse d'un responsable confirmé.

III. GOUVERNEMENT LOCAL

Supérieur local

Principes

33. La vitalité apostolique de la communauté jésuite, appelée à être signe pour le monde du Règne de Dieu que nous proclamons par nos vies ensemble, dépend beaucoup des qualités du supérieur local. Pour Ignace, le supérieur jésuite doit se distinguer par l'amour qu'il porte aux membres de sa communauté.¹⁰ A partir de là, le supérieur peut encourager la mission d'ouvriers apostoliques et assurer la qualité d'une vie religieuse et communautaire qui les rendra capables de remplir leur mission.¹¹

Dans un esprit de service, le supérieur soutient les membres de sa communauté dans leurs responsabilités apostoliques et dans leur vie religieuse comme serviteurs de la mission du Christ. Cette tâche demande une connaissance intime de chacun, qui naît d'échanges spirituels réguliers et, là où c'est approprié, du compte de conscience. Grâce à cela, le supérieur peut aider chaque jésuite à voir comment le travail apostolique qui lui a été confié par le Supérieur Majeur s'intègre, de manière bien réelle, dans la mission universelle de la Compagnie. Ainsi se développe le sens de la solidarité apostolique de tous les membres de la communauté, même de ceux qui peuvent être engagés dans des activités très diversifiées.¹²

34. Occupant une place privilégiée au cœur de la communauté, le supérieur est aussi responsable, avec chaque jésuite, du développement de la vie apostolique communautaire. Concrètement, le supérieur local doit veiller à conduire sa communauté dans une vie jésuite vécue ensemble, caractérisée par la célébration de l'eucharistie, la prière, la foi partagée, le

¹⁰ Cf. *Directives pour les supérieurs locaux*, 11, AR 22 (1996-2002) 428.

¹¹ Cf. *Directives pour les supérieurs locaux*, 33, AR 22 (1996-2002) 433.

¹² Cf. NC 403 § 2.

discernement en commun, la simplicité, l'hospitalité, la solidarité avec les pauvres et le témoignage que des « amis dans le Seigneur » peuvent donner au monde.

La Congrégation Générale insiste à nouveau sur l'importance de la mission du supérieur local et souligne la pertinence des points développés dans les *Normes Complémentaires*.¹³

Défis

35. La pratique n'a pas toujours suivi les orientations données dans les *Normes Complémentaires*. La Congrégation Générale reconnaît que plusieurs facteurs compromettent le bon accomplissement de la mission confiée au supérieur local :

- a) les communautés sont de différents styles : dans certaines, les jésuites ont reçu des missions très variées qui se déploient en de multiples lieux ; d'autres communautés sont étroitement liées à la vie d'une œuvre apostolique particulière (dirigée par un membre de la communauté ou par une autre personne) ; ailleurs, vivent ensemble des jésuites impliqués dans une même œuvre apostolique et d'autres, dont les missions s'inscrivent dans des institutions différentes ;
- b) il est fondamental que tout jésuite puisse entretenir une relation directe avec son Supérieur Majeur ; mais l'accès facile aux moyens modernes de communication peut rendre aisé de court-circuiter le supérieur local en communiquant directement avec le Supérieur Majeur ; les justes relations avec le supérieur local sont alors fragilisées ;
- c) il est souvent facile, dans ce qui ressemble à une violation du principe de subsidiarité dans le gouvernement, de minimiser l'importance de la prise de décision au niveau local par une concentration de l'autorité au niveau de la Province ;
- d) dans certains cas, les relations entre supérieurs locaux et directeurs d'œuvre (qu'ils soient jésuites ou non) sont confuses, voire conflictuelles.

Recommandations

36. La Congrégation Générale recommande que, dans chaque Province ou Conférence de Supérieurs Majeurs, soient organisées des sessions de formation pour permettre aux nouveaux supérieurs de prendre la mesure de leur mission et d'apprendre de manière pratique comment la remplir.

37. La Congrégation Générale recommande aux Supérieurs Majeurs de prévoir des rencontres régulières de supérieurs locaux, avec les objectifs suivants : promouvoir un soutien mutuel entre supérieurs ; encourager le discernement entre responsables apostoliques ; faciliter la formation permanente dans la mission de supérieur local.

38. La Congrégation Générale recommande aux Supérieurs Majeurs de rendre possible une juste application de la *Norme complémentaire* 351, en veillant à ce que la première responsabilité du supérieur local soit l'animation de sa communauté.

39. La Congrégation Générale recommande aux supérieurs une bonne connaissance des *Directives pour les supérieurs locaux*. Ils doivent en faire une application responsable (c'est-

¹³ Cf. NC 148, 151, 226, 323, 324, 349-354, 403, 406-407.

à-dire adaptée aux réalités locales), veillant particulièrement à recourir comme il convient à la consulte de maison.¹⁴

Supérieurs et directeurs d'œuvre

40. Les rapports entre supérieurs et directeurs d'œuvre doivent se développer conformément aux *Directives pour les relations entre supérieur et directeur d'œuvre* ; celles-ci doivent être adaptées au contexte local en dialogue avec le Supérieur Majeur.

41. Le supérieur doit avoir une conscience claire de sa responsabilité à l'égard des œuvres apostoliques et être préparé à l'exercer. Le directeur d'une œuvre doit savoir à quel supérieur ou délégué du Provincial il est appelé à rendre compte de son action apostolique.

42. Il est important que le Supérieur Majeur prévoie d'avance la manière dont se développera la relation entre le directeur (la directrice) d'œuvre et le supérieur local concerné par cette œuvre.¹⁵ Souvent cette relation s'établira aussi avec des responsables d'institutions relevant du droit civil. Il faudra tenir compte à la fois des exigences du droit civil et de celles du droit canon, ainsi que des relations entre elles.

¹⁴ Cf. *Directives pour les supérieurs locaux*, 18, AR 22 (1996-2002) 430.

¹⁵ Cf. *Directives pour les relations entre supérieur et directeur d'œuvre*, 18, 19, 23, 26-29, AR 22 (1996-2002) 447-449; NC 406 §§1-2.